

Des voix: D'accord.

Des voix: Non.

* * *

LES FINANCES

ON DEMANDE DE RAMENER LES MESURES FISCALES PROPRES À ACCROÎTRE L'EMPLOI—RECOURS À L'ARTICLE 43 DU RÈGLEMENT

M. Jim Hawkes (Calgary-Ouest): Madame le Président, j'invoque également l'article 43 du Règlement. Le 21 avril dernier, le vice-premier ministre et ministre des Finances (M. MacEachen) a affirmé à la Chambre que plus de un million de Canadiens seraient en chômage cette année; ce soir-là, il a proposé une mesure fiscale augmentant les prix, mais n'a rien proposé du tout pour accroître les possibilités d'emplois pour les Canadiens. Je propose donc, appuyé par le député d'Annapolis Valley-Hants (M. Nowlan):

Que la Chambre ordonne au ministre des Finances de ramener les mesures fiscales créatrices d'emplois que proposait le budget du 11 décembre 1979.

Mme le Président: Pour présenter une motion de ce genre, il faut le consentement unanime de la Chambre. Y a-t-il consentement unanime?

Des voix: D'accord.

Des voix: Non.

* * *

● (1645)

LES PÊCHES

LES MESURES POUR RÉDUIRE LA POLLUTION DANS LE BASSIN DE DRAINAGE DE LA RIVIÈRE THOMPSON—RECOURS À L'ARTICLE 43 DU RÈGLEMENT

M. Nelson A. Riis (Kamloops-Shuswap): Madame le Président, j'invoque les dispositions du Règlement au sujet d'une question urgente et d'une pressante nécessité.

Étant donné que la pêche au saumon sur la côte Ouest constitue l'une des plus précieuses ressources du pays, et que le fleuve Fraser et la rivière Thompson sont les dernières grandes voies non obstruées en Amérique du Nord qu'utilisent les saumons à l'époque de la migration et du frai, je propose, appuyé par le député de Vancouver-Kingsway (M. Waddell):

Que la Chambre ordonne au ministre des Pêches et des Océans et au ministre de l'Environnement d'utiliser les pouvoirs considérables dont ils disposent afin d'aider les localités situées le long du bassin de drainage de la Thompson à installer des usines d'épuration qui élimineraient le danger qui menace actuellement une des espèces de poisson les plus précieuses.

Mme le Président: Pour présenter une motion de ce genre, il faut le consentement unanime de la Chambre. Y a-t-il consentement unanime?

Des voix: D'accord.

Des voix: Non.

Questions orales

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LES NOUVELLES SUR LES ÉVÉNEMENTS À L'AMBASSADE D'IRAN, À LONDRES

Le très hon. Joe Clark (chef de l'opposition): Madame le Président, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Compte tenu des bulletins de nouvelles contradictoires au sujet de la situation à l'ambassade d'Iran à Londres, je voudrais savoir si le secrétaire d'État aux Affaires extérieures pourrait nous renseigner sur ces tragiques événements.

L'hon. Mark MacGuigan (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Madame le Président, les renseignements que je possède sont également un peu discordants. J'ai reçu trois ou quatre rapports différents, et aucun ne s'accorde tout à fait avec les autres.

D'après ce que j'ai compris, l'ambassade aurait été secouée de plusieurs explosions, après quoi les soldats britanniques l'auraient prise d'assaut. Je crois que les pertes de vie sont survenues au moment des explosions et non durant l'assaut, mais je ne suis pas entièrement certain de tous les détails pour le moment.

* * *

L'INDUSTRIE

LA VIABILITÉ DE CHRYSLER CANADA—LES RUMEURS AU SUJET DU PROGRAMME D'AIDE

L'hon. Michael Wilson (Etobicoke-Centre): Madame le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Industrie et du Commerce.

Étant donné que Chrysler Canada a malheureusement renoncé à construire une usine de moteurs V-6, étant donné les problèmes énormes que connaît l'industrie automobile au Canada, et étant donné également les inquiétudes que j'exprimais vendredi dernier à l'égard d'autres projets d'investissements, le ministre commence-t-il à avoir des doutes sur la viabilité de Chrysler Canada?

Est-il toujours disposé à donner le feu vert au programme d'appui massif dont les journaux ont parlé récemment, et serait-il disposé à exposer de façon détaillée à la Chambre des communes ce qu'il pense de la viabilité de Chrysler Canada?

L'hon. Herb Gray (ministre de l'Industrie et du Commerce): Madame le Président, nous continuons à considérer qu'il est utile d'essayer de conclure une entente avec la société Chrysler pour aider la filiale canadienne à se rééquiper et à se réoutiller, à condition bien entendu que nous obtenions les garanties qui nous semblent être dans l'intérêt de notre pays, sur le plan des emplois et de la production.

M. Wilson: J'ai une question supplémentaire à poser, madame le Président. Je pensais que le ministre préciserait, dans sa réponse, s'il comptait présenter un rapport à la Chambre sur la viabilité à long terme de Chrysler Canada. Au cours de la fin de semaine, un des collaborateurs du ministre a déclaré, en parlant des négociations, que la prise de décision n'était plus qu'une question de temps.